

PREFECTURE DE L' AISNE



DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE D'EXPLOITER

UN PARC EOLIEN

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MACQUIGNY

PRESENTEE PAR LA SOCIETE FERME EOLIENNE DE LA FONTAINE DU BERGER SAS

Enquête publique du lundi 11 juin au mercredi 11 juillet 2018

AVIS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

Avis et conclusions du commissaire-enquêteur sur la
DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE D'EXPLOITER UN PARC EOLIEN
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MACQUIGNY
PRESENTEE PAR LA SOCIETE FERME EOLIENNE DE LA FONTAINE DU BERGER SAS

Constats et fondement de l'avis

Le projet de parc éolien présenté par la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS a fait l'objet d'une enquête publique du 25 septembre au 25 octobre 2017.

Par suite de la décision du Conseil d'Etat n°400559 en date du 6 décembre 2017, annulant les dispositions du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 en tant qu'elles maintenaient le Préfet de région comme Autorité Environnementale, le pétitionnaire a sollicité un avis de la MRAE (*Mission Régionale de l'Autorité Environnementale*). De ce fait, une nouvelle enquête publique a été prescrite par Monsieur le préfet du département de l'Aisne à la demande du pétitionnaire.

La demande d'autorisation unique d'exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de Macquigny présentée par la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS porte sur l'implantation de 10 éoliennes et 3 postes de livraison.

L'enquête publique s'est déroulée

du lundi 11 juin 2018 au mercredi 11 juillet 2018 inclus soit pendant 31 jours consécutifs.

Le siège de l'enquête est fixé en mairie de Macquigny.

Cette enquête s'est déroulée conformément aux textes suivants :

- Le code de l'environnement et ses articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants et R.512-1 et suivants,
- L'ordonnance du 20 mars 2014 et le décret du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'ICPE,
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 mai 2018 prescrivant une enquête publique, dans les formes prescrites par les articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants et R512-14 et suivants du code de l'environnement,
- Vu la demande déposée le 29 septembre 2016 et complétée le 25 avril 2017 par la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS en vue d'obtenir l'autorisation unique d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie

mécanique du vent dénommée Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger implantée sur le territoire de la commune de Macquigny,

- Vu les mesures de publicité sur les panneaux d'affichage des mairies concernées et dans la presse locale :
 - ✓ **L'Aisne Nouvelle** édition du 24 mai et du 12 juin 2018,
 - ✓ **L'Union Aisne** édition du 24 mai et du 12 juin 2018,
- Vu la mise en ligne de l'avis d'enquête sur le site internet de la Préfecture de l'Aisne,
- Vu l'avis d'enquête publique publié sur les tableaux d'affichage des 19 communes situées dans un rayon de 6 kilomètres autour du projet,
- Vu le registre d'enquête mis à la disposition du public en mairie de Macquigny,
- Vu le dossier réalisé par la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS avec le concours des bureaux Airele et EREA Ingénierie,
- Vu l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 17 avril 2018,
- Vu le mémoire en réponse adressé au commissaire-enquêteur par le pétitionnaire en date du 30 juillet 2018.

De l'étude et de l'analyse du projet ainsi que de l'examen des observations recueillies, il ressort que :

Organisation et déroulement de l'enquête

Conformément à l'article 2 de l'arrêté IC/2017/056 de Monsieur le Préfet du département de l'Aisne, un exemplaire du dossier d'enquête sous forme papier et sous forme numérique ainsi qu'un registre d'enquête coté et paraphé par le commissaire-enquêteur ont été tenus à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête, du 11 juin au 11 juillet 2018 en mairie de Macquigny. L'accès au dossier était possible pour le public aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Le public pouvait librement s'exprimer soit par courrier adressé au siège de l'enquête à Macquigny, soit en déposant des observations sur le registre mis à sa disposition pendant toute la durée de la présente enquête, soit par courriel envoyé à l'adresse suivante ddt-participation-public-icpe@aisne.gouv.fr

Le commissaire-enquêteur a tenu 5 permanences pour recevoir le public. Ces permanences se sont déroulées dans de bonnes conditions. Les participants m'ont fait part de leur point de vue, les échanges ont été courtois **à l'exception d'une personne qui a violemment mis en cause mon impartialité.**

Aucune anomalie ou omission pouvant mettre en cause la régularité du déroulement de l'enquête n'a été relevée par le commissaire enquêteur.

Mesures de publicité

Indépendamment des publications légales dans les journaux locaux mentionnées ci-dessus, l'affichage de l'avis d'enquête sur les panneaux des 19 mairies concernées a été certifié par les maires et vérifié dans son ensemble par le commissaire-enquêteur le 30 juin 2018.

L'avis d'enquête et le dossier complet téléchargeables étaient un peu difficiles à localiser sur le site internet de la préfecture de l'Aisne à l'adresse <http://www.aisne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Installations-classees-pour-la-protection-de-l-environnement/Les-ICPE-soumises-a-autorisation/Tableau-ICPE-Annee-2018>

Les mesures de publicité prescrites par l'arrêté préfectoral ont été respectées. Il convient de noter que l'affichage de l'avis sur les voies d'accès au site projeté a plusieurs fois fait l'objet de dégradation et entraîné le dépôt d'une plainte par le pétitionnaire auprès de la brigade de gendarmerie de Guise.

D'autres mesures de publicité ont été prises par Monsieur le Maire de Macquigny (distribution dans les boîtes aux lettres de l'avis d'enquête annonçant les dates de permanence). Ces mesures complémentaires aux mesures légales ont probablement permis une amélioration de la participation du public.

Sur le dossier

Le dossier a été réalisé par la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS avec le concours des bureaux Airele, EREA Ingénierie. Celui-ci est complet, bien présenté et structuré, parfaitement lisible. Il comporte les éléments prévus par les articles R.512-3 à R.512-6 du code de l'environnement. Le contenu de l'étude d'impact est conforme aux dispositions de l'article R.512-8 de ce même code.

L'ensemble du dossier a fait l'objet d'un avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 17 avril 2018, celui-ci était joint au dossier, conformément à la législation.

Sur la participation du public

La participation du public a été faible, pour ne pas dire très faible car peu de personnes se sont mobilisées afin de prendre connaissance du dossier, seules 11 personnes se sont déplacées en mairie afin de participer à l'enquête.

Sur les observations déposées par le public

Concernant le dépôt de propositions, de remarques ou d'observations, il a été recueilli 21 observations reçues par courrier, par internet ou écrites sur le registre d'enquête :

- **9 Favorables**
- **8 Défavorables**
- **4 Non exprimées.**

Un mémoire en réponse inclus au présent rapport a été transmis au commissaire-enquêteur dans le délai prescrit par le code de l'Environnement.

Dans ce mémoire présenté en 5 parties, le pétitionnaire apporte des réponses aux questions légitimes du public, le commissaire-enquêteur s'est prononcé sur chacune de ces parties.

Sur les délibérations des conseils municipaux des communes concernées

A la date du 1^{er} août 2018, les avis des conseils municipaux des communes d'Audigny, Puisieux et Clanlieu, Vadencourt, Origny-Sainte-Benoite, Flavigny-le-Grand et Beaurain, Monceau-le-Neuf et Faucouzy, Proix, Neuville, Hauteville et Lesquielles-Saint-Germain ont été recueillis.

Le bilan des délibérations des Conseils Municipaux à la date du 01/08/18 est de :

- **6 Favorables**
- **3 Défavorables**
- **1 Non opposé au projet**

Motivation de l'avis

Le commissaire-enquêteur exprime les raisons et motifs sur lesquels l'avis est fondé :

- L'enquête s'est déroulée sans incident et en conformité avec les modalités prévues, le public a bien eu connaissance de cette enquête publique.
- Les modalités de publicité ont été respectées, le public a bien eu connaissance de l'ouverture de cette enquête et a pu s'exprimer librement.

Sur l'implantation du projet

- Le parc éolien de la Fontaine du Berger se situe en zone favorable à l'éolien sous conditions prévu par l'ex SRE. Il est enclavé entre le parc de la Mutte et le parc des éoliennes de Clanlieu. Les parcs en fonctionnement de Hauteville et de Noyales sont visibles depuis plusieurs points du périmètre intermédiaire en covisibilité avec le secteur du projet et en particulier depuis la RD1029. De ce fait, il viendra densifier cette zone.
- Cette densification correspond à la volonté de l'Etat afin d'éviter le mitage du paysage, préserver les paysages plus sensibles à l'éolien et rechercher une mise en cohérence des différents projets éoliens.
- Une étude d'encerclement des villes de Guise, Macquigny, Landifay-et-Bertaignemont et d'Origny-Sainte-Benoite a été réalisée dans le volet paysager du dossier.
La ville de Guise ne sera pas encerclée, l'étude montre que « le projet augmentera de 9° la part du champ de vision occupée par des éoliennes depuis la ville de Guise » car il sera enclavé entre les projets éoliens de Puisieux-Clanlieu (autorisé), de la Mutte (actuellement en construction sur le territoire de Landifay-et-Bertaignemont) et celui de Mont-d'Origny.

Avantages du projet

- **L'impact sur les émissions de CO2 est la motivation principale de tout projet éolien.**
La filière éolienne tient une place de choix dans la réalisation des objectifs que la France s'est fixés puisque un quart de la puissance nécessaire sera réalisé grâce à l'énergie éolienne (25 000 MW dont 19 000 MW sur terre et 6 000 MW en mer). Cette dynamique, enclenchée depuis plus de deux décennies, **jamais remise en cause par les gouvernements successifs**, se poursuit désormais avec des engagements à plus long terme à l'image de la **Commission Européenne** qui vient de proposer un **objectif contraignant de 27% d'énergies renouvelables en 2030. Rappelons de plus que la France a rajouté 5 points à la cible définie à l'échelle de l'Union Européenne (objectif de la France : 32 % d'énergies renouvelables en 2030).**

- La production du parc éolien permettra d'éviter le rejet à l'atmosphère de **23 760 Tonnes de CO2 par an** (660 t/MW installé/an). L'électricité produite sera injectée sur le réseau de distribution national.
- La puissance nominale du parc éolien est de 36 MW et le facteur de charge estimé est de 33,9 %, ce qui équivaut à un fonctionnement à pleine charge pendant 2 765 heures.
- La production annuelle estimée est alors de 107 000 MWh (soit 107 GWh) par an. Cette production représente la consommation de 33 438 foyers (hors chauffage électrique, 3200 kWh/an/ménage). Il convient de noter que la fabrication d'une éolienne produirait environ 4600 tonnes de CO2 selon certaines estimations réduisant de ce fait la non émission des rejets dans l'atmosphère. Si le parc est prévu par exemple pour une durée de 25 ans, la non émission annuelle de CO2 serait ainsi réduite de 7,7 %.
- Le projet est porté par **VOLKSWIND FRANCE** qui exploite, en plus de ses propres parcs, des parcs éoliens pour le compte de tiers depuis 2010. Avec une puissance actuellement installée de plus de 700 MW dans le monde (dont 447 MW en France) et plus de 145 MW en exploitation propre, Volkswind fait partie des leaders indépendants dans le secteur de l'énergie éolienne.
- L'implantation du parc respecte les textes réglementaires, notamment concernant l'éloignement par rapport aux habitations. Le parc est éloigné des habitations avec une distance bien supérieure à la distance minimale prévue par le législateur. L'habitation la plus proche est la ferme de Bertaignemont avec une distance par rapport au projet de 665 mètres. Les villages autour du projet sont à des distances bien supérieures à la distance réglementaire de 500 mètres : La Marcotte 1254 m. La Jonqueuse 1404 m. la Ferme de Louvry 1288 m.
L'impact bruit sur l'habitat local devrait être pratiquement nul.
- D'un point de vue paysager, ce projet ne conduira pas à l'encerclement de villes ou villages. L'étude ne met pas en lumière de nouveaux impacts visuels sur et à partir des monuments patrimoniaux.
- Le projet s'insère entre le parc de la Mutte et le parc des éoliennes de Clanlieu qu'il complète et densifie conformément aux orientations de l'ex SRE.
- 4 variantes d'implantation ont été envisagées et la variante retenue permet l'éloignement de certains mâts par rapport aux boisements et haies.
- Le site d'implantation n'est pas situé dans un couloir de migration connu de l'avifaune. Concernant l'habitat naturel et la flore, la MRAe souligne que l'impact du parc éolien est qualifié de faible à modéré.

- En ce qui concerne la création d'emploi, l'industrie éolienne crée probablement des emplois durant la phase étude et installation avec la participation de cabinets d'études, de notaires ou géomètres, d'entreprises de terrassement. En phase « Exploitation », trop peu d'emplois sont créés, notamment au niveau local.
- Les retombées économiques pour les communes, la communauté de communes, le département et la région auront un impact économique positif, même si ces retombées ne sont en fait qu'une redistribution payée par l'utilisateur d'électricité (qui est aussi contribuable) via la CSPE. Le commissaire-enquêteur considère que les retombées financières sont bénéfiques suite à l'installation d'un parc éolien mais ne doivent pas être une motivation primordiale à son installation.
- Différentes études ont montré que la présence de parcs éoliens n'engendrait généralement aucun effet sur le marché immobilier. En zone rurale où la pression foncière et la demande sont actuellement faibles, la présence d'un parc éolien à proximité d'un bien immobilier donne un prétexte au futur acheteur de négocier la valeur à la baisse.
- Le nouveau rapport de l'ANSES (organisme qui a succédé à l'AFSSET) en 2013 estime que *«les émissions sonores des éoliennes ne génèrent pas de conséquences sanitaires directes, tant au niveau de l'appareil auditif que des effets liés à l'exposition aux basses fréquences et aux infrasons.»*.

Inconvénients du projet

- La modification du paysage et l'impact visuel du parc sont des préoccupations importantes pour les riverains et habitants de la région. De nombreux administrés souffrent de la présence massive des éoliennes dans la région. De fait, en venant de Saint Quentin vers d'Origny-Sainte-Benoite, on voit dans le paysage de très (trop) nombreuses éoliennes.

Bien évidemment, le projet accentuera l'emprise des éoliennes sur le paysage. Même si la ville de Guise ne sera pas encerclée, l'augmentation de la concentration de machines contribuera à une sensation d'encerclement.

- En phase d'exploitation, le balisage nocturne des machines représente une gêne potentielle pour les riverains et les conducteurs de voitures circulant sur la route Origny-Sainte-Benoite à Guise ce qui a fait dire à une personne que nos campagnes *« ressemblent à des discothèques, grâce aux flashes qu'émettent ces éoliennes »*. La profession tente de promouvoir d'autres systèmes de balisage moins visibles pour les riverains ce qui est le cas en Allemagne, membre de l'Union Européenne.
- La réglementation ICPE impose des seuils d'émergences, c'est-à-dire des seuils de bruit «ajouté» par le projet éolien au bruit de l'environnement, à respecter :
 - ✓ De jour, les émergences ne peuvent pas excéder 5 dB(A)
 - ✓ De nuit, les émergences ne peuvent pas excéder 3 dB(A)

Il existe cependant un risque de dépassement des émergences en période nocturne au niveau de la ferme de Bertaignemont pour la machine E08 et avec une vitesse de vent de 6 m/s. De ce fait, un bridage adapté aux dépassements des émergences en période nocturne sera mis en place.

Une réception acoustique sera effectuée après la mise en service du parc dans le but de s'assurer du respect de la réglementation et vérifier le plan de bridage mis en place.

- En cas d'apparition de perturbations des ondes radioélectriques, et notamment des ondes TV, la société d'exploitation est dans l'obligation légale d'intervenir et de rétablir à ses frais la bonne réception des signaux (Code de l'habitat, article L. 112-12).
- La surface agricole grevée par le projet sera de 5ha 06a 73ca sur une surface agricole utilisée sur le territoire de la commune de Macquigny à 1359ha avant projet. L'accès au site nécessitera la création d'environ 2 545 mètres linéaires et le renforcement de chemins existants d'environ 7 350 m linéaires. Comme le regrette une personne : *« ces accès sont en meilleur état que nos routes de campagne »*.

- L'avis de la MRAe signale que « les données bibliographiques concernant les chiroptères indiquent que le secteur est potentiellement sensible pour les chiroptères du fait de la proximité de la vallée de l'Oise et du fort de Guise, site majeur pour l'hibernation des chauves-souris. ».
2 éoliennes se trouvent à moins de 200 mètres de ces haies : l'éolienne E01 se trouve à 75 mètres de la haie à l'ouest de celle-ci et l'éolienne E09 à 55 mètres de la haie au sud. Une mesure de suppression de 314 mètres de haies est envisagée, avec en compensation la plantation de nouvelles haies totalisant le double de leur longueur, soit 628 mètres linéaires. Malgré cette mesure, **le projet ne respectera pas la recommandation d'Eurobats relative à l'éloignement de 200 mètres entre les éoliennes et les boisements ou haies** puisque les éoliennes E01 et E09 seront à moins de 160 mètres de haies.

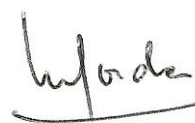
Le commissaire-enquêteur considère que les avantages l'emportent sur les inconvénients du projet, notamment du fait de l'objectif gouvernemental de réduire l'impact sur les émissions de CO2.

En conclusion, le commissaire-enquêteur donne un AVIS FAVORABLE à la demande d'autorisation unique d'exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de Macquigny présentée par la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS avec la réserve suivante :

- ↳ **Supprimer les éoliennes E01 et E09 dont l'implantation ne respecte pas la recommandation d'Eurobats en matière d'éloignement d'espaces boisés ou de haies.**

Rappel concernant les réserves : celles-ci devront être acceptées par le Maître d'ouvrage, sinon l'avis du commissaire enquêteur sera considéré comme étant un **avis défavorable**.

Fait à Bertaucourt-Epourdon, le 8 août 2018



Michel JORDA